

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 49 (1991)

Heft: 2

Artikel: L'importance relative de la planification centralisée dans l'explication de la contreperformance des économies socialistes : l'exemple de la RDA

Autor: Koop, Andrea

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-140052>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'IMPORTANCE RELATIVE DE LA PLANIFICATION CENTRALISEE DANS L' EXPLICATION DE LA CONTRE-PERFORMANCE DES ECONOMIES SOCIALISTES

L'EXEMPLE DE LA RDA ¹

Mme Andrea Koop
*Economiste,
Bank in Liechtenstein,
Frankfurt*

INTRODUCTION

On impute généralement l'effondrement récent des régimes politiques socialistes des pays est-européens à un échec économique dont les apparences sont indéniables. Cependant en conclure que seul le mode d'organisation interne de l'économie - à savoir la planification centralisée - est responsable de cette contre-performance serait abusif. Dans cet article nous montrons justement que l'environnement économique des pays de l'est est constitué d'éléments autres que la seule planification centralisée (cf. chapitre II). Après avoir délimité ces facteurs on obtiendra, d'une manière indirecte, un second résultat permettant de faire apparaître des facteurs non-économiques dans l'appréciation de la performance d'une économie (cf. chapitre III).

Nous avons choisi le cas des deux Allemagnes. L'intérêt de ce travail réside dans la possibilité de souligner l'importance d'un facteur culturel et plus particulièrement allemand en matière de performance économique. En effet, la pérennité d'un tel facteur représenterait un argument supplémentaire en faveur de la thèse du rattrapage par l'ex-RDA de son retard économique sur l'Allemagne de l'ouest. Ce travail apporte donc des éléments de réponse dans le débat sur la réussite de la réunification allemande.

I. REMARQUES PRELIMINAIRES

A. Démarche

Pourquoi avoir choisi le cas des deux Allemagnes? Notre démarche peut être assimilée à la problématique des facteurs déterminant l'intelligence. Afin de pouvoir séparer l'impact de l'environnement de celui de l'hérédité on procède à une expérience à l'aide

¹ Cet article se fonde sur un mémoire de diplôme postgrade en économie-politique "**Economie, organisation et culture: le cas des deux Allemagnes**", soutenu en 1989 à l'Ecole des HEC de l'Université de Lausanne. Le lecteur intéressé par les références bibliographiques pourra s'y reporter.

de "vrais" jumeaux, qui ont été élevés dans des environnements différents. Comme ils sont dotés des mêmes caractéristiques héréditaires, on peut admettre un potentiel comparable au départ. Les tests d'intelligence effectués par la suite nous renseignent sur l'importance de l'effet "environnement".

Par analogie, on prend le cas des deux Allemagnes. Pendant une quarantaine d'années, l'Allemagne a constitué le laboratoire où deux modèles de société opposés ont eu l'occasion de démontrer leurs avantages et défauts respectifs. Ne parle-t-on pas souvent des caractéristiques "typiquement allemandes"? En effet, quand on évoque l'héritage culturel national on souligne volontiers des "vertus" comme la discipline, la diligence, l'assiduité, la solidarité, l'exactitude, l'épargne et l'amour de l'ordre¹. Les deux Etats ont partagé la même histoire depuis la fondation du Reich par Bismark en 1871 jusqu'en 1945. Ils se voient en outre dotés du même capital humain lors de la naissance des deux républiques. Par conséquent, on peut admettre qu'initialement les deux territoires sont habités par une population culturellement homogène et qui dispose d'un même niveau de savoir faire.

Mais l'ouverture des frontières et la réunification des deux Allemagnes font ressortir des différences qui ne sont pas uniquement d'ordre économique, politique ou institutionnel. En juxtaposant aujourd'hui un Allemand de l'est et un Allemand de l'ouest, on remarque certaines différences qui nous amènent à nous demander dans quelle mesure le "facteur allemand" est susceptible de réagir à l'environnement et plus particulièrement à la nature du système économique. Dans ce cas notre analogie ne serait plus valide.

Le débat associé à cette question ne date pas d'aujourd'hui. En effet, si Max Weber dans son livre "L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme" affirma que la réussite économique est intimement liée à l'éthique (au sens étymologique du terme) d'une population, Karl Marx défendit la thèse opposée: l'idéologie et l'éthique n'étaient rien d'autre que le reflet d'une infrastructure matérielle c'est-à-dire des conditions économiques.

L'expérience des deux Allemagnes fournit également des éléments de réponse à ce débat. Ce que sont en train de vivre de nombreux Allemands de l'est et de l'ouest semble confirmer la dernière thèse: ni les préférences, ni les comportements, ni même les valeurs ne semblent correspondre entre eux. Mais est-ce que ces différences s'expliquent par un changement profond des caractéristiques "typiquement allemandes" ou est-ce qu'elles reflètent plutôt la différence des conditions matérielles et l'impact d'une propagande socialiste, des médias etc.? (L'économie centrale planifiée n'est qu'un aspect parmi d'autres dans le processus de socialisation d'un système socialiste)

Mené séparément en Allemagne de l'est et de l'ouest, un sondage³ récent au sujet des caractéristiques allemandes, arrive à des résultats intéressants. Il montre des attitudes différentes à plusieurs égards, mais arrive à la conclusion que les deux entités se distinguent des autres Européens. C'est donc dans leurs différences avec les autres natio-

1 cf. H.Hanke in "Zeitung für Geschichtswissenschaften", 1985 No 7

nalités qu'ils se ressemblent. Par conséquent, on peut postuler l'exogénéité du facteur culturel, c'est-à-dire supposer l'existence d'un facteur allemand, dont l'essence subsiste à travers des changements dans l'environnement.

Reste à examiner le niveau de développement économique des deux Allemagnes avant que le cours de l'histoire ne les sépare et les laisse évoluer dans des "environnements" différents. Nous partons de ce point de référence pour comparer la performance économique relative des deux territoires dans le temps. Le résultat nous renseigne sur l'impact de l'environnement sur la performance économique (cf. II.A).

On associe habituellement cette différence dans l'environnement au clivage entre une organisation décentralisée qu'est le marché et un système de planification centralisée. Mais d'autres éléments ont pu avoir changé. Dans une deuxième partie (cf. II.B.) nous examinons si ce clivage constitue la seule différence dans l'environnement susceptible d'expliquer l'écart de richesse entre la RDA et la RFA.

En tenant compte des résultats obtenus ainsi que de l'impact négatif de la planification centralisée, il apparaît un résidu. Nous verrons que la conjonction de plusieurs facteurs environnementaux (organisationnels et autres) plaide pour un écart entre RFA et RDA supérieur à celui constaté. La dimension de cette partie non-expliquée correspondrait alors à l'importance du facteur culturel. En conséquence, il sera possible d'avancer l'hypothèse selon laquelle la pérennité d'un facteur culturel spécifiquement allemand a évité un agrandissement de l'écart (cf. II.C.)

Mais à l'instar de l'influence de l'hérédité sur l'intelligence, l'importance du facteur culturel sur la performance économique ne saurait être chiffrée. Ainsi, l'évaluation du résidu restera en dernier ressort une appréciation essentiellement subjective. Néanmoins, en délimitant les autres facteurs, nous espérons rendre moins "floue" l'importance du facteur culturel pour la performance économique d'un pays.

B. PROBLEMES RENCONTRES AU COURS DE LA RECHERCHE

B.1. Les critères de comparaison

Au préalable il s'agit de déterminer un ou plusieurs critères de comparaison variables. Pour une évaluation de la performance économique, il est nécessaire de connaître la fonction d'utilité collective qui permet de pondérer les différents critères d'évaluation. En dehors du désir d'accroître la prospérité matérielle, qui est commun à tous les agents économiques ainsi qu'à tous les pays, il est admis que la fonction de préférence habituellement associée aux pays de l'Est mettait d'avantage l'accent sur des critères comme la stabilité de la production et des prix, l'équité dans les revenus et dans la richesse, etc.. De même on a pu observer dans les pays riches – des pays ayant atteint un certain niveau de

3 Source: Institut für Demoskopie Allensbach, "Das Deutschenbild der Deutschen", 1991

saturation en prospérité matérielle – un changement de préférences allant vers des valeurs "immatérielles" (loisirs, environnement, etc.). Pour illustrer notre propos nous n'allons retenir que le critère de richesse matérielle. Il peut être mesuré en terme de revenu par tête.

B.2. Données statistiques

Il reste à tenir compte des problèmes concernant la disponibilité et la fiabilité des données ainsi que des différentes méthodologies statistiques utilisées lors de la comparaison. L'absence de séries suffisamment longues permettant de distinguer les territoires des "futurs" RFA et RDA et les vicissitudes et turbulences politico-économiques de la première moitié du siècle rendent difficile la mesure du niveau de richesse initial des deux zones. La première guerre mondiale, suivie en Allemagne d'une période d'hyperinflation; la Grande Crise des années trente et ses conséquences sur les politiques économiques ainsi que la désintégration de l'économie mondiale; l'écroulement de la République de Weimar et l'arrivée au pouvoir de Hitler qui transforma l'économie allemande en une économie de guerre - tout cela compose le visage tourmenté de l'Allemagne dans les premières décennies de ce siècle.

Seule la période allant de 1925 à 1929 nous paraît propice à la comparaison. D'un côté on avait réussi, pour la première fois depuis la guerre, à stabiliser la situation monétaire et économique, ce qui rend possible un calcul significatif du revenu national. D'un autre côté, la Grande Crise n'avait pas encore ravagé les économies, qui jouissaient encore d'une période de relative prospérité et d'un climat favorable aux échanges internationaux.

En ce qui concerne la seconde partie de la comparaison, il est désormais connu que les statistiques des pays de l'est posent beaucoup de problèmes, et ceci à plusieurs niveaux:

- une différence dans les définitions des agrégats économiques;
- un manque de disponibilité et d'utilité des informations;
- un problème de fiabilité quant aux informations publiées.

La RDA était un des pays de l'Europe de l'est où ces problèmes étaient les plus graves. Ce que reflète la disparité des estimations occidentales.

II. LA CONTRE-PERFORMANCE ECONOMIQUE DE LA RDA ET SES FACTEURS EXPLICATIFS

A. D'un niveau de développement initialement égal à un écart défavorable à la RDA

Les résultats de la comparaison sont représentés dans le tableau 1. Les chiffres indiquent une dégradation de la performance économique de la RDA par rapport à celle de la RFA depuis que la première a changé de régime économique. En effet, lorsque les deux Allemagnes étaient réunies sous un système capitaliste, les deux territoires étaient dotés d'un niveau de richesse comparable. Durant les années 30 et jusqu'à la fin de la guerre la croissance économique était même plus forte en RDA. L'affirmation parfois entendue selon laquelle "l'économie de la RDA était déjà historiquement moins développée, comparée à celle de l'Allemagne dans son ensemble" doit alors être rejetée. Elle provient probablement d'une confusion entre la notion de sous-développement traditionnel des territoires à l'est de l'Elbe et le fait qu'on parlait souvent de l'Allemagne de l'est pour désigner la RDA. Aujourd'hui, à l'heure de la réunification, on se souvient à nouveau du vieux bassin industriel de Thuringe et de Saxe. Mais entretemps, un écart de richesse considérable s'est creusé entre les deux Allemagnes: en 1980, le revenu par tête à l'est ne dépasse pas 70 %⁴ de celui de l'Allemagne de l'ouest. En termes de productivité apparente (PIB/employés), l'écart est encore plus grand (53 %). La RDA - même si on la comptait parfois parmi les puissances industrielles mondiales et européennes et si son économie figure en tête parmi celles du COMECON - a accumulé pendant les 40 dernières années un retard non négligeable sur la RFA.

La structure industrielle représente un autre critère important pour l'évaluation de la performance économique de deux pays dans le temps. L'idée étant que pour une économie socialiste planifiée qui tend à se replier sur elle-même (voir plus loin), l'industrie des biens de production est certainement plus importante dans l'optique d'une reconstruction ultérieure que celle des biens de consommation. De ce point de vue on constate que la RDA n'était pas désavantagée avant la guerre, sa seule faiblesse étant sa dépendance vis-à-vis du reste de l'Allemagne en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières et en autres produits de base. Mais même si la structure économique était à peu près équilibrée entre les deux territoires, l'impact d'une division a dû être considérable. Cependant nous admettons qu'étant donné sa taille, sa dotation en matières premières, ses structures de production mais surtout grâce à son intégration ultérieure dans l'économie mondiale, la RFA a eu plus de facilité à digérer les conséquences de cette séparation.

4 L'écart en termes de richesse et de productivité s'est encore considérablement accentué durant les années 80. En 1989, il était estimé à environ 50 % (PIB/hab.) et 40 % (PIB/employés), respectivement.

Tableau 1			
Comparaison RDA/RFA en 1926 et en 1980			
	RFA	RDA	RDA en % de la RFA
1926			
Population en mio.	35,8	13,5	37,7
Revenu national (en mia. RM)	37,6	14,7	39,1
Revenu nat. par tête (en RM)	1050	1089	103,7
1980			
Territoire en Km ²	248 640	105 980	42,6
Population en mio.	61,7	16,7	27,1
PIB (en mia. DM, PPA)	1484,9	280,6	18,9
PIB par tête (DM)	24 107	16 800	<u>70,0</u>
PIB par employé (DM)	57 554	305 00	<u>53,0</u>
Commerce extérieur en % du PIB	53,6	36	67,2

Sources: - Statistisches Reichsamt, I.L.Collier, OECD

Avant de conclure, à ce stade de notre investigation, sur l'importance du mode d'organisation par rapport au facteur culturel, il est indispensable de nous interroger sur l'existence et les modifications qu'ont pu subir d'autres facteurs environnementaux, le système de planification centralisée mis à part.

B. Facteurs explicatifs autres que la planification centralisée

Même si l'organisation interne de l'économie est l'une des différences les plus saillantes avec la RFA, d'autres éléments dans l'environnement ont pu changer. Il s'agira dès lors de les déterminer et d'évaluer leur impact sur la performance économique. En d'autres termes, on peut écrire le niveau d'efficacité "x" d'une économie comme étant fonction de plusieurs facteurs:

$$x = f(s, p, e)$$

Etant donné l'effet négatif d'un système de planification centralisée ("s") sur la performance économique et moyennant l'hypothèse que vu les contraintes institutionnelles et

normatives de chaque système, les politiques appliquées ("p")⁵ sont les meilleures possibles, qu'en est-il de l'impact de l'environnement ("e") sur l'efficacité économique? La richesse minérale, la localisation géographique, la taille, les principaux partenaires commerciaux, la sécurité nationale sont des exemples de variables environnementales qui codéterminent le résultat atteignable avec le "meilleur" des systèmes et les "meilleures" politiques.

Abstraction faite du mode d'organisation on verra que d'autres changements dans l'environnement ont eu lieu: une différence quant aux conditions de démarrage de l'économie après la guerre, quant à la taille de l'économie ainsi qu'à l'intégration ultérieure dans l'économie mondiale.

B.1. Les conditions d'après-guerre

Comment la guerre a-t-elle influencé les conditions de démarrage économique des deux nouveaux Etats? En dehors des destructions immédiates, les conditions ont été très différentes d'un pays à l'autre. En RFA, la période d'après-guerre dure à strictement parler jusqu'en 1948, date à partir de laquelle elle commence à mettre en place ses nouvelles structures. En RDA, on peut diviser la période d'après-guerre en deux périodes: la première - "la phase de réparation" - allant de 1945 à 1953; la seconde s'étendant jusqu'au début des années 60 et constituant la "phase de l'exode".

1.1. La phase de réparations

Pour des raisons essentiellement politiques, la RDA ne connaît de véritable démarrage économique que longtemps après la fin de la guerre. Relativement peu touchée par la guerre elle-même (perte de 15% du capital industriel de 1939), elle subit une politique de réparations sévère. En tout, 41 % de la capacité économique en place en 1939 a été détruite ou démontée sur le territoire de la RDA contre 33% en RFA. On peut penser que le léger avantage initial qui a eu tendance à se renforcer jusqu'en 1939 et même après s'est plus ou moins réduit surtout suite aux démontages. Indépendamment de cela on pourrait se demander dans quelle mesure la perte d'une vieille capacité industrielle est nécessairement mauvaise, puisqu'elle offre l'opportunité de remplacer les anciennes technologies et structures de production par de plus modernes. De ce point de vue on pourrait même parler d'un avantage en faveur de la RDA.

Par la suite, les politiques des puissances occupantes en matière de paiements de réparations et d'aide à la reconstruction ont été très différentes. Alors que la RFA ne dut assumer ses obligations de vaincu qu'une fois son économie relancée et de telle manière que ses charges fussent adaptées à sa capacité économique, la RDA, entre 1945 et 1948, consacra environ 60% de sa production courante aux paiements de réparations. S'y ajoutèrent les nationalisations et les déportations de main-d'oeuvre qualifiée, dont l'impact est

5 La nature des politiques dépend généralement du système. La raison pour laquelle nous distinguons cette variable "p" réside dans le fait qu'elle est généralement plus facile à changer que le système "s" lui-même.

difficile à chiffrer. En matière d'aide à la reconstruction, la RDA ne reçut aucun soutien de la part de l'URSS, tandis que la RFA, à partir de 1948, bénéficia du Plan Marshall.

1.2. La phase de l'exode

A cela s'ajouta le phénomène de la migration. Entre 1949/50 et 1960, la RDA perdit 2,7 mio. de ses habitants dont beaucoup de jeunes et de main-d'oeuvre qualifiée. Pendant cette même période, la RFA enregistra un afflux de 3,3 mio. de personnes, qui constituèrent un réservoir de main-d'oeuvre auquel on attribua un rôle important dans le "Wirtschaftswunder" des années 50. Même si les réfugiés ne pouvaient pas être immédiatement productifs en RFA et que, dans un premier temps, ils resserraient davantage les goulots d'étranglement en nourriture, logements, etc., ils faisaient néanmoins défaut à l'économie de la RDA, agrandissaient l'incertitude et empêchaient pour longtemps une reprise économique. Même après la construction du mur, jusqu'à la réunification, l'économie de la RDA a toujours manqué de main-d'oeuvre. Cette pénurie a conduit les autorités à utiliser à fond les ressources humaines. Le taux d'activité de 57% a été l'un des plus élevés en comparaison internationale. Il a été atteint grâce à une utilisation extensive de la main-d'oeuvre féminine et à un prolongement du travail des personnes ayant atteint l'âge de la retraite. Une autre source de main-d'oeuvre - celle des travailleurs étrangers - est restée quasiment inutilisée.

Pour conclure on peut dire que si les démontages ont eu tendance à égaliser le poids économique des deux territoires, les paiements de réparations et l'exode de la population vers la RFA ont engendré et prolongé jusqu'au début des années 60 un climat défavorable à un redressement économique de la RDA. Si l'économie ouest-allemande commence à se réorganiser dans son ensemble à partir de 1948, le développement économique de la RDA reste sérieusement entravé jusqu'en 1963, soit un retard d'une quinzaine d'années par rapport à la RFA.

B.2. La RDA, un petit pays

La plus petite taille de la RDA constitue une autre disparité. En effet, l'Allemagne de l'est peut être considérée comme un petit pays pauvre en matières premières - ce qui ne doit pas nécessairement être un désavantage. Il existe de petits pays - comme la Suisse par exemple - dont l'économie est aussi performante que celles de quelques grands pays. *A priori*, aucune indication ne permet de corrélérer le revenu par habitant et la taille d'une économie. A remarquer cependant, que les petits pays doivent en général une grande partie de leur succès à leur intégration dans l'économie mondiale. Dans des conditions qui se rapprochent de l'autarcie et qui, pendant longtemps, ont prévalu dans les pays du COMECON, la taille ainsi que les dotations en matières premières peuvent dès lors jouer un rôle considérable. Afin de pouvoir juger l'effet de taille, il nous faut d'abord examiner les conditions d'intégration économique des deux Allemagnes.

B.3. L'intégration des deux Allemagnes dans l'économie mondiale

3.1. Le degré d'ouverture

Partant donc de l'idée que la taille d'une économie est inversement liée à son degré d'ouverture au commerce mondial, on s'attendrait à une part plus importante du commerce extérieur par rapport au PNB en RDA qu'en RFA. Une comparaison entre les deux pays fait cependant apparaître une différence importante: le volume du commerce extérieur par rapport au PIB s'élève à 53% en RFA alors qu'il n'est que de 36% en RDA (cf. tableau 1). Pour mieux situer ce dernier chiffre on peut prendre un autre petit pays comme la Suisse, où ce rapport s'élevait à 77% en 1980. En comparaison internationale et en tenant compte de sa taille et de ses structures économiques, l'ouverture de la RDA au commerce extérieur paraît extrêmement faible. Plusieurs éléments peuvent expliquer la mauvaise performance de la RDA: des raisons idéologiques, un manque de compétitivité de ses produits sur les marchés mondiaux et des raisons liées à ses partenaires économiques.

3.2. Un faible degré d'ouverture ...

3.2.1 ... pour des raisons idéologiques

Sans vouloir s'attarder sur ce point, notons simplement que la fonction du commerce extérieur dans un système socialiste diffère sensiblement de celle qui prévaut dans un système capitaliste. La conception socialiste veut un commerce extérieur essentiellement complémentaire aux possibilités de production intérieures. Les importations, surtout celles provenant de pays extérieurs au COMECON, sont considérées comme un moyen de faire face aux insuffisances domestiques et les exportations comme un moyen de se procurer les devises nécessaires pour payer les importations.

Cette conception du commerce extérieur s'intègre parfaitement dans un système de planification centralisée. Alors qu'à l'ouest, l'initiative de la plus grande partie des échanges internationaux provient des entreprises privées, la pratique du commerce extérieur socialiste ne prévoit que peu d'entreprises expressément autorisées par l'Etat à réaliser des échanges avec l'extérieur. Les résultats de cette politique sont l'utilisation de prix faussés, une tendance au troc et l'interférence des intérêts politiques dans les échanges commerciaux. De par l'absence d'accès libre aux marchés mondiaux, les pays de l'est ne pouvaient pas découvrir leurs avantages comparatifs et bénéficier de la division internationale du travail.

Le système socialiste entrave le processus des échanges et entraîne ainsi des coûts en termes de croissance et de productivité. Il marque une tendance naturelle à l'autarcie, alors que l'expérience montre que ce sont surtout les petits pays développés comme la RDA qui gagnent au jeu du commerce international.

3.2.2. ... à cause de ses partenaires

A ce niveau d'explication, plusieurs éléments sont importants, à savoir:

- la rupture avec ses partenaires traditionnels;
- un niveau de développement plus bas que ses nouveaux partenaires;
- l'hégémonie politique de son partenaire principal, l'URSS.

Après la division de l'Allemagne à l'issue de la guerre, le démarrage économique de chacune de ses parties dépendait davantage de son intégration au commerce international. Cela pour plusieurs raisons: une diminution des terrains agricoles et des ressources en matières premières, accompagnée d'une densité de population plus élevée due aux réfugiés des anciens territoires orientaux. Mais tandis que la RFA pouvait renouer ses échanges avec ses anciens partenaires, la RDA a dû rompre les liens avec ses partenaires traditionnels pour s'intégrer dans un nouvel espace économique - le COMECON (cf. Tableau 2).

Tableau 2		
Structure régionale du commerce extérieur (en %)		
	Pays socialistes ¹	Pays non-socialistes
Empire allemand, (1928)	15	85
RDA, 1987	67	33
RFA, 1987 ²	7	93

¹ selon l'ancienne définition du COMECON

² y compris le commerce intra-allemand

Jusqu'à la réunification, chacune des deux Allemagnes était solidement ancrée dans sa communauté respective (CEE, COMECON) et y figurait comme puissance économique de premier rang. En 1987, la RFA réalisait 53% de son commerce extérieur avec ses partenaires de la CEE. De leur côté, les pays du COMECON participaient à raison d'environ 67% au commerce extérieur de la RDA, dont 39% pour la seule URSS.

Le renouement des échanges internationaux avec des partenaires traditionnels qui avaient un même niveau de développement a été un élément moteur dans l'ascension économique de la RFA après la guerre. L'accès aux marchés mondiaux lui a permis de se procurer les moyens de production nécessaires à sa reconstruction et d'égaliser des structures devenues disproportionnées après la division.

Pour la RDA cependant, la nouvelle orientation a été désavantageuse à plusieurs égards. Premièrement, la différence de niveau de développement des pays qui constituaient l'environnement économique immédiat des deux Allemagnes est significative. En ce qui concerne le niveau de développement initial des nouveaux partenaires, le tableau 3 montre qu'à l'exception de la Tchécoslovaquie, il s'agissait avant tout de pays en voie de développement ou de pays en train de s'industrialiser, qui d'une part n'offraient guère de possibilités de spécialisation intra-industrielle (voir pays de l'OCDE) par manque de structures de production différenciées et d'autre part n'étaient pas suffisamment riches pour avoir une demande importante.

Bulgarie	68
Roumanie	70-75
Yougoslavie	81
Pologne	104
Hongrie	112
Tchécoslovaquie	176
France	236
Allemagne	337
Etats-Unis	521

Source: M.C.Kaser, *The Economic History of Eastern Europe 1919-1975*, vol.I, p.532, Oxford 1985

En 1986, le PIB par tête de la RDA excédait la moyenne du COMECON d'environ trois quarts, tandis que le PIB par tête de la RFA ne se situait qu'à environ un quart au dessus de la moyenne de la CEE. Deuxièmement, ce changement abrupt a occasionné un "coût" difficile à évaluer: d'un côté, la RDA n'a pas dû avoir trop de problèmes à se faire accepter par ses nouveaux partenaires - par son avance économique elle pouvait facilement satisfaire leurs exigences; d'un autre côté, ce changement a impliqué la nécessité de créer de nouveaux liens et un processus d'apprentissage avec d'autres coutumes et règles à respecter.

Un autre élément important qui a fortement influé sur les échanges de la RDA a été l'hégémonie politique de son partenaire économique principal, l'URSS. Elle a entraîné une multitude de discriminations économiques. Jusque dans les années 50, l'URSS déterminait la structure, le contenu et les conditions du commerce extérieur de la RDA. Cela se justifiait par une politique de réparations de guerre. Ensuite, jusqu'au début des années 80, l'intensité des relations commerciales avec l'URSS reflétait l'objectif primordial de la

politique extérieure de la RDA: maintenir et renforcer ses liens avec l'URSS et son appartenance à la Communauté des Etats socialistes. A long terme, ces relations allaient cependant à l'encontre de l'intérêt économique de la RDA, car elle ne pouvait guère compter sur les incitations provenant du commerce extérieur.

Quant au commerce intra-allemand, son importance a été souvent surestimée en ce qui concerne le transfert de technologie et de biens qui profiteraient à la RDA. Aussi n'était-il pas justifié de parler de la RDA comme du 13^{ème} membre de la CEE. Beaucoup plus importants économiquement que les avantages résultant du statut spécial des relations commerciales entre les deux Allemagnes étaient les transferts/recettes en DM et dont les sources étaient: péages de transit, changes obligatoires, paiements pour l'amélioration des routes vers Berlin-ouest, etc.. Les relations "économiques" que les deux Allemagnes entretenaient, si elles constituaient un avantage important vis-à-vis d'autres pays du COMECON, ne sauraient modifier l'appréciation de l'écart économique prévalant actuellement entre les deux Allemagnes.

En conclusion on peut dire que l'intégration économique de la RFA a favorisé le développement de ses échanges et la croissance, alors que celle de la RDA a entraîné une réduction des siens et a renforcé la perte de compétitivité des produits est-allemands. Pour diverses raisons, la RDA ne profitait pas et ne pouvait pas profiter du commerce extérieur comme la RFA, alors que de par la taille de son économie, elle y avait d'autant plus intérêt.

Pour revenir à l'effet de taille, nous pouvons dire désormais qu'étant donné la faible intégration dans l'économie mondiale, la petitesse de la RDA représente un désavantage. Mais d'un autre côté on pourrait argumenter que sa petite taille l'a protégée des dégâts d'économie planifiée encore plus importants. Car plus la taille et la complexité d'une économie sont importantes, plus le résultat d'un régime de planification centralisée diverge d'une solution de premier rang. L'effet de "taille" reste donc ambigu.

C. Planification centrale et endogénéité des variables environnementales

Ayant constaté que des éléments autres que le mode d'organisation de l'économie et le facteur culturel ont pu influencer la performance économique, dans quelle mesure faut-il revenir sur le premier résultat de notre étude? Ce résultat - rappelons-le brièvement - suggère d'affirmer que "la performance économique de la RDA s'est dégradée de beaucoup par rapport à la RFA suite à un système de planification centralisée".

Dans l'évaluation de l'importance de ces facteurs "supplémentaires" nous nous heurtons cependant à une difficulté majeure: ils ne sont pas toujours entièrement indépendants les uns des autres. C'est en particulier la planification centralisée qui a modifié d'autres éléments de l'environnement. Il devient dès lors difficile d'isoler l'impact du mode d'organisation de celui de ces facteurs.

Parmi les facteurs exogènes, on peut citer les destructions de la guerre et le traitement inégal par les occupants respectifs. Pour ce qui touche aux changements dans la population, intervenus durant les dernières années de la guerre et au début des années 60, la

distinction exogène/endogène devient beaucoup plus ambiguë. *A priori* l'élément démographique semble en grande partie endogène. Cependant on pourrait se demander si les conséquences pour la RDA auraient été les mêmes en l'absence d'une "autre" Allemagne vers laquelle on pouvait se réfugier.

Le manque de participation aux échanges internationaux est d'origine diverse. L'aspect idéologique ne peut pas être attribué d'une façon générale aux organisations de planification centralisée, bien qu'il les accompagne fréquemment. Il s'agit ici d'un trait particulier de l'économie socialiste. Dans ce sens strict, nous le considérons comme exogène. Un autre aspect exogène est le niveau de développement bien inférieur des pays qui constituent le nouvel espace économique de la RDA ainsi que l'hégémonie politique de son partenaire principal l'URSS. En revanche, en ce qui concerne le manque de compétitivité de ses produits, ce facteur peut être considéré comme étant en majeure partie endogène.

Les relations intra-allemandes sont de nature exogènes. Cependant, elles constituent une différence non pas par rapport à la RFA mais par rapport à d'autres pays du COMECON.

III. DU POIDS DE CHACUNE DES EXPLICATIONS ECONOMIQUES A LA RECONNAISSANCE D'UN "FACTEUR ALLEMAND"

En 1980, la RDA dispose d'un niveau de richesse qui prévalait en Allemagne de l'ouest vers 1968, alors qu'elles étaient parties d'un niveau comparable. Jusqu'en 1989 (avant la chute du Mur) cet écart s'est encore accentué.

Nous avons avancé plusieurs possibilités d'explication de type "économique":

- (1) une économie de planification centralisée est moins efficace qu'une économie de marché;
- (2) les conditions différentes d'après-guerre: l'économie de l'Allemagne de l'est accumule un retard d'une quinzaine d'années par rapport à l'Allemagne de l'ouest;
- (3) la plus petite taille de la RDA;
- (4) un faible degré d'ouverture.

Nous retiendrons essentiellement la première et la quatrième de ces explications. Il sera alors possible de réaliser une évaluation du facteur allemand.

A. Un écart défavorable à la RDA principalement imputable à la planification centralisée et au faible degré d'ouverture

Afin d'apprécier l'importance de chacun de ces facteurs dans la performance économique nous avons choisi l'approche "contrafactuelle". Nous avons procédé à un certain nombre d'expériences mentales consistant à imaginer le monde si tel ou tel facteur n'existait pas. Il en résulte que:

Le point (1) concernant la moindre efficacité de la planification centralisée est admis sans discussion.

En ce qui concerne le point (2), si l'on imagine par exemple qu'au début des années 60 - c'est-à-dire une fois la période d'après-guerre révolue - on avait doté la RDA d'une économie de marché ouverte aux échanges avec le reste du monde, on conçoit aisément que ce pays se situerait aujourd'hui à un niveau de richesse nettement plus élevé voire peut-être comparable à celui de la RFA, malgré le retard d'une quinzaine d'années dû aux conditions de démarrage économique après la guerre. Cette approche nous suggère donc que l'effet des conditions initiales n'explique que dans une faible mesure l'écart de richesse constaté aujourd'hui, car il s'estompe avec le temps.

Quant au point (3), c'est-à-dire la plus petite taille de la RDA, son effet sur les performances comparées des deux Allemagnes reste ambiguë (cf. II.B.2 et II.B.3).

Au sujet du point (4), une autre expérience mentale consiste à imaginer la performance est-allemande si son économie avait pu profiter d'un commerce extérieur adapté à son niveau de développement, tout en se situant sous un régime de planification. En guise de cadre de référence, le cas du Japon nous semble celui qui se prête le mieux à notre expérience. Doté d'une organisation fortement hiérarchisée et centralisée, habité par une population travailleuse et disciplinée et ayant fait sa fortune en grande partie sur les marchés mondiaux, le Japon illustre par excellence l'impact de la concurrence internationale sur la performance d'une économie. L'ambiguïté de cet exemple réside dans la différence de taille considérable entre les deux pays. Le Japon avec ses 123 mio. d'habitants peut être considéré comme un grand pays ..., mais ceci ne fait que souligner l'importance des échanges internationaux pour un petit pays.

Si on a pu écarter les conditions d'après-guerre comme facteur explicatif important, il n'en est certainement pas de même pour le faible degré d'ouverture. Il a contribué de manière significative au "mauvais" résultat de la RDA.

B. Un facteur allemand dissimulé par l'analyse empirique?

Si on ne retenait que le mode d'organisation interne de l'économie et la faible intégration dans l'économie mondiale, la RDA ne se distingue donc pas des autres pays de l'est dans ses disparités avec la RFA? En conséquence, l'observation des évolutions comparées des économies de l'est vis-à-vis de la RFA semble pouvoir faire apparaître le poids du facteur allemand (voir Tableau no. 4).

	1938		1980	
	US-\$	en % de l'Allemagne	US-\$	en % de la RFA
Bulgarie	68	20	5,630	39
Roumanie	70-75	21	4,120	29
Yougoslavie	81	24	4,900	34
Pologne	104	31	5,450	38
Hongrie	112	33	6,490	46
Tchécoslovaquie	176	52	7,600	53
Allemagne	337	<u>100</u>	RDA: 9,360	66
			RFA: 14,260	<u>100</u>

Sources: M.C.Kaser, PlanEcon Report vol.V., nos 44-45, p.10

A nouveau, l'évolution de la performance économique de la RDA paraît moins bonne. Elle est le seul pays dont la performance économique s'est dégradée depuis 1938 par rapport à la RFA. Le poids relatif des autres pays est resté plus au moins constant (Tchécoslovaquie), voire a augmenté. La première place de l'économie est-allemande parmi les pays de l'est serait-elle due uniquement à son acquis historique, un acquis dont elle aurait pu vivre pendant les quarante dernières années? Avant de répondre à cette question, il convient de faire quelques remarques sur la comparaison.

Premièrement, en 1938, les économies comme la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie pouvaient être considérées comme sous-développées. Or, la théorie nous dit que, que plus la structure économique d'un pays est complexe, plus le résultat d'un système centrale planifié diverge de la solution du premier ordre. Cela est vérifié par le fait que ce système réussit mieux aux économies des PVD qu'aux économies des pays industrialisés. Ainsi, au lieu de nous donner une idée sur l'importance du facteur culturel, le résultat ne fait que montrer que la RDA en tant

qu'économie fortement industrialisée et spécialisée a d'autant plus souffert de l'introduction d'un système de planification centralisée et d'un commerce extérieur peu développé. En outre, l'évolution ci-dessus confirme également le fait que le chemin de la croissance d'une économie peu développée est généralement plus raide que celui des pays développés.

Résumons: pour un pays développé comme la RDA la conjonction d'un système de planification centralisée et d'une faible intégration dans l'économie mondiale a été néfaste. A cela s'ajoute dans une moindre mesure le retard accumulé après la guerre. Tous ces éléments plaident pour un écart entre les deux Allemagnes supérieur à celui constaté. C'est donc que d'autres facteurs doivent avoir influencé la performance économique, facteurs, dont on n'a pas tenu compte jusqu'à présent.

Nous proposons donc, l'existence d'un facteur non-économique dans la performance économique, dans notre cas: le "facteur allemand". Cependant, ce dernier est loin de compenser l'impact néfaste du système d'une économie centrale planifiée et celui d'un commerce extérieur peu développé.